

ASSEMBLEE DE CORSE

6 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018

26 ET 27 JUILLET 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**MISE A DISPOSITION A TITRE GRACIEUX DE
PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE DE CORSE AUPRES
DU SYNDICAT D'ENERGIE DE LA CORSE DU SUD**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Le présent rapport a pour objet de vous proposer la mise à disposition à titre gracieux auprès du Syndicat d'énergie de la Corse-du-Sud, correspondant à un temps plein, d'un fonctionnaire de la Collectivité de Corse, appartenant au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Cet agent sera chargé d'exercer les fonctions de projeteur de réseaux.

A titre d'information, la convention initiale de mise à disposition établie entre le département de la Corse du Sud et le Syndicat départemental d'énergie concernait 6 agents, dont un agent administratif qui a depuis été placé sur sa demande en position de disponibilité pour convenances personnelles. En conséquence, cette mise à disposition s'inscrit dans le cadre du remplacement de cet agent.

Je vous rappelle que l'application de cette procédure relève des dispositions des articles 61 et 61-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relatif au régime de la mise à disposition et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Les modalités de cette mise à disposition se décomposent comme suit :

- ▶ Le Syndicat d'énergie de la Corse-du-Sud gère les conditions de travail de cet agent, prend les décisions relatives à ses congés annuels et en informe la Collectivité de Corse.

- ▶ La Collectivité de Corse gère quant à elle les congés de maladie et les accidents de service. De plus, elle délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou les congés pour formation syndicale après accord du Syndicat d'énergie de la Corse du Sud.

- ▶ La Collectivité de Corse conserve sur cet agent l'exercice du pouvoir disciplinaire qui peut être requis par l'établissement d'accueil.

- ▶ Les dépenses de traitement et de charges sociales afférentes à l'emploi de l'intéressé sont supportées par la Collectivité de Corse, application des dispositions dérogatoires prévues au II de l'article 61-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Je vous demande à présent de vous prononcer sur la mise à disposition de cet agent qui prendra effet à compter du 1^{er} août 2018 pour une durée de trois ans.

Le projet de convention ci-joint que je vous demande de bien vouloir m'autoriser à signer précise les modalités de cette mise à disposition.

Je vous serais obligé de bien vouloir en délibérer.